

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA SEANCE DU 14 SEPTEMBRE 2020
Délibération n°23

Date de la
convocation :

4 Septembre
2020

Date
d'affichage :

4 Septembre
2020

Nombre de
membres :

En Exercice : 36
Présents : 32
De Votants : 32

L'an Deux Mille Vingt,
Le Quatorze Septembre,

A 17h30, les membres du Comité Syndical du PETR Ternois – 7 Vallées se sont réunis en séance publique, à l'Espace Culturel Polyvalent « La Scierie », 5 route de Saint Pol à Conchy sur Canche, après convocation légale en date du Quatre Septembre Deux Mille Vingt, sous la Présidence de Monsieur BACHELET Claude, Président.

Présents ou Représentés : Tous les membres en exercice, à l'exception de :

- | | |
|-----------------|-------------------|
| ▪ Jim DOURLENS | ▪ Michel MASSART |
| ▪ Michel EVRARD | ▪ Jeannie SERGENT |

Secrétaire de séance : Benoît HOGUET

Objet de la
délibération :
Délégation du
Comité Syndical au
Président

Monsieur Claude BACHELET, nouvellement élu Président du PETR Ternois – 7 Vallées rappelle l'article L 5211-10 du code général des collectivités territoriales permet à l'assemblée délibérante de déléguer au Président une partie des attributions de l'organe délibérant.

Afin de faciliter le fonctionnement du Syndicat Mixte, il est proposé d'utiliser cette faculté.

Considérant qu'il revient au Comité Syndical de définir l'étendue des délégations consenties, il est proposé de charger le Président, pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant :

- la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
 - la réalisation des emprunts dans les limites fixées par le budget, destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts ;
 - la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
 - de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférant ;
 - la création des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services ;
 - l'acceptation des dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
 - de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
 - d'intenter au nom du syndicat mixte les actions en justice ou de défendre le syndicat mixte dans la totalité des actions intentées contre lui, notamment dans le cas d'un recours en excès de pouvoir ou de plein contentieux exercé contre un arrêté, une délibération, et plus généralement contre tout acte réglementaire ou individuel émanant d'un représentant habilité de la collectivité ; ainsi que dans le cas d'un référé déposé devant le juge administratif ou judiciaire, de se constituer partie civile par voie d'action ou d'intervention dans les cas de vols et dégradations de biens immobiliers et mobiliers intercommunaux, d'atteinte à l'intégrité physique et morale du personnel syndical ;
- .../...

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

21 SEP. 2020

ARRIVÉE

- de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts.

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, le Président doit rendre compte, à chacune des réunions obligatoires, des décisions prises dans le cadre des délégations consenties.

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;

LE CONSEIL SYNDICAL :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE :

- De déléguer au Président une partie de ces attributions telles que définies ci-après :
 - la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
 - la réalisation des emprunts dans les limites fixées par le budget, destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts ;
 - la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
 - de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférant ;
 - la création des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services ;
 - l'acceptation des dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
 - de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
 - d'intenter au nom du syndicat mixte les actions en justice ou de défendre le syndicat mixte dans la totalité des actions intentées contre lui, notamment dans le cas d'un recours en excès de pouvoir ou de plein contentieux exercé contre un arrêté, une délibération, et plus généralement contre tout acte réglementaire ou individuel émanant d'un représentant habilité de la collectivité ; ainsi que dans le cas d'un référé déposé devant le juge administratif ou judiciaire, de se constituer partie civile par voie d'action ou d'intervention dans les cas de vols et dégradations de biens immobiliers et mobiliers intercommunaux, d'atteinte à l'intégrité physique et morale du personnel syndical ;
 - de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts.

Cette décision implique que le Président du PETR Ternois 7 Vallées rende compte à chacune des réunions obligatoires, des décisions prises dans le cadre des délégations consenties.

Vote :

Pour : 32
Contre : 0
Abstention : 0

Mention
exécutoire :

Oui

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
Direction de la citoyenneté
et de la légalité

21 SEP. 2020

ARRIVÉE

Acte rendu
exécutoire après
dépôt en
Préfecture
d'Arras le
et publication et
notification du

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.
Suivent les signatures.



Pour extrait certifié conforme,
Le Président,
Claude BACHELET

